



Notre monde. À vous d'agir.

XXXI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Genève, 28 novembre – 1^{er} décembre 2011 – Pour l'humanité



Bulletin quotidien / N°2

Mercredi 30 novembre 2011

Redéfinir le rôle d'auxiliaire pour des Sociétés nationales plus fortes

Les gouvernements devraient mettre en place des lois pour protéger les volontaires et promouvoir leur action humanitaire, a conclu la commission sur le rôle d'auxiliaire des Sociétés nationales. «Dans la Stratégie 2020, le volontariat est présenté comme un élément clé du développement communautaire», a rappelé Bosko Jakoljevic, président de la Croix-Rouge de Serbie. Certains gouvernements montrent le chemin: au Mozambique, par exemple, un projet de loi sur le volontariat est déjà devant le Parlement. Zhao Baige, vice-président exécutif de la Croix-Rouge chinoise, a souligné qu'un rapport de confiance avec les pouvoirs publics peut aussi favoriser un cadre juridique propice au déploiement dans le pays d'une assistance internationale en cas d'urgence.

La violence à l'encontre des personnels et équipements de santé doit cesser – c'est une question de vie ou de mort

Hier, une commission a passé en revue les moyens d'améliorer le respect et la protection des services de santé dans le contexte de conflits armés et autres situations de violence. D'éminents représentants des Etats, d'ONG et du Mouvement ont souligné qu'il s'agissait d'un des problèmes majeurs et les plus négligés de l'action humanitaire. Il a été cruellement illustré par des interventions de délégués rapportant des attaques contre des établissements, du personnel ou des véhicules sanitaires dans leurs pays respectifs. Le représentant de la Suède a déclaré que son gouvernement soutenait sans réserve le projet de résolution sur 'Les soins de santé en danger' et qu'il appelait tous les autres Etats à faire de même. D'autres participants ont noté que cette campagne ne concernait pas seulement le Mouvement, mais aussi les gouvernements, les forces armées et l'ensemble du secteur de la santé.

Les inégalités en matière de santé peuvent-elles être éliminées?

Dans le cadre de la commission sur les inégalités d'accès à la santé, les participants ont convenu que des progrès spectaculaires avaient été accomplis à cet égard, comme le souligne le rapport conjoint de la FICR et de l'OMS intitulé «Éliminer les inégalités en matière de santé – Chaque femme, chaque enfant compte». Toutefois, il reste encore beaucoup à faire, en particulier pour les femmes et les enfants. Les délégués des Sociétés nationales afghane, argentine, autrichienne, bangladaise, canadienne, équatorienne et égyptienne ont apporté des témoignages édifiants sur le sujet et appelé les Etats et le Mouvement à faire davantage, notamment en mobilisant le réseau des volontaires Croix-Rouge et Croissant-Rouge pour accéder à des communautés marginalisées et compléter ainsi les efforts des gouvernements.

Pour contribuer à une conférence plus écologique, le Bulletin a été ramené à deux pages avec un nombre réduit de photos pour économiser encre et papier. En complément de ce feuillet et du Bulletin vidéo, on trouvera toutefois des galeries de photos et des informations plus détaillées sur les sites Internet de la conférence.

Le droit humanitaire au coeur des débats

Les agences de sécurité privées, la violence sexuelle comme arme de guerre, la détention, les armes de haute technologie, la prolifération des groupes armés non étatiques et le respect des obligations ne sont que quelques-uns des multiples défis auxquels est confronté le droit international humanitaire. Ces problèmes ont fait l'objet de plusieurs ateliers et manifestations parallèles et ont été au coeur des débats et discussions informelles durant les deux premiers jours de la conférence. Cependant que les représentants des Etats et du Mouvement s'efforçaient de trouver un terrain d'entente pour des résolutions sur l'application du droit et la détention, divers ateliers ont passé en revue les moyens d'améliorer le respect des instruments existants. La Croix-Rouge italienne a présenté ses activités très poussées de formation et de sensibilisation, une autre manifestation étant consacrée à l'application du DIH dans le contexte des violences sexuelles.

Unir les efforts pour assister les migrants vulnérables

Les participants à deux manifestations traitant des migrations ont appelé les gouvernements et les Sociétés nationales à adopter des politiques et pratiques adéquates pour garantir l'accès humanitaire aux migrants, préserver leur dignité et promouvoir la diversité et l'intégration sociale. Dans le cadre de celle animée par la Croix-Rouge suédoise en présence de l'ambassadeur de Suède, on a cité en exemple le travail accompli par les Sociétés nationales indonésienne, mexicaine et tunisienne. Dans le cadre de la commission, les gouvernements chinois et philippin ont uni leurs voix à celles des Sociétés nationales pour appeler au renforcement du dialogue en vue d'affaiblir les comportements de rejet vis-à-vis des migrants. «Nous avons beaucoup parlé», a résumé Richard Gordon, président et directeur exécutif de la Croix-Rouge philippine. «A présent, le moment est venu pour le Mouvement d'agir.»

Des secours au développement : le continuum de l'action humanitaire

Une manifestation parallèle a rassemblé des experts des Sociétés nationales népalaise et française, de DARA et du PAM. Les participants ont analysé les difficultés et les potentialités d'une réduction du déséquilibre des financements entre secours et développement. Ils ont convenu que ce déséquilibre, pour reprendre le terme de Philip Taminga (DARA), est «artificiel». «Toute action humanitaire durable comporte trois phases: planification avant la crise, secours d'urgence et aide au relèvement», a souligné Jean-François Mattei, président de la Croix-Rouge française. Afin de réduire la fracture, les participants ont appelé les organisations concernées à cesser de regarder les activités humanitaires et développementales comme s'excluant mutuellement, et engagé les bailleurs de fonds à assurer un financement adéquat des unes comme des autres.

Echos de la communauté

Tout au long des réunions statutaires, notre équipe de communication continue de consulter nos communautés via les réseaux sociaux. Nous avons demandé à nos sympathisants sur Facebook quel aspect des soins de santé ils considèrent comme le plus important. Voici leurs réponses: soins de santé d'urgence (45%), santé maternelle et infantile (25%), promotion de mode de vies sains (18%) et santé mentale (12%).